

L'EDITO

N°50

JANVIER 2015

● Comment nous veulent les patrons ? Entièrement soumis à leur volonté !

- **PLUS DE COTISATIONS SOCIALES** (retraites, chômage,...) c'est-à-dire disparition du salaire socialisé*. **CONSÉQUENCES** : tout ce que les patrons ne veulent plus payer, sera payé par nos impôts dont la TVA, la CSG, que d'ailleurs ils veulent encore augmenter. Plus de couverture sociale, donc recours aux assurances privées qui vont, bien sûr, ne plus avoir de limites dans leurs tarifs.
- **PAS DE COUP DE POUCE AU SMIC ?** Salaires et pensions tirés encore plus vers le bas. Quant aux négociations annuelles sur les salaires, les patrons proposent des montants humiliants tant ils sont faibles et les syndicats réformistes (ou devrait-on dire plutôt complices ?) commencent la négociation à 1 % ! Quelle ambition pour les salariés !
- **ATTQUES CONTRE LES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL (IRP), CONTRE LE CODE DU TRAVAIL**, la Médecine du travail, les prud'hommes qui seraient nommés et non élus, disparition progressive des inspecteurs du travail, fusion AGIRC/ARRCO et diminution drastique des retraites actuelles et futures... Aujourd'hui, on supprime le repos hebdomadaire (« sur la base du volontariat », bien sûr !), ou on augmente la durée du temps de travail pour un même salaire. A quand le travail des enfants de 5 ans ?

TOUT VA DANS LE MÊME SENS d'une suppression progressive, sous prétexte d'austérité, de tout ce qui protège les salariés, de ce qui a été mis en place au prix de luttes longues et dures, de sacrifices, pour livrer les travailleurs au bon vouloir des patrons. Le 21^{ème} siècle commence à ressembler furieusement à celui de Germinal !

Dans le même temps, des « révélations » s'abattent sur la CGT : posons-nous la question « à qui profite le crime ? » et attachons-nous, plutôt que de discuter des accusations portées, aux enjeux de la politique menée par le Medef et le Gouvernement, ainsi que leurs complices signataires du Pacte de Responsabilité, aux menaces sur la vie des populations – sauf sur celle des grands patrons (ne mettons pas dans le même sac l'artisan de notre voisinage et le PDG du CAC 40 !). Il faut mettre la CGT en marche, régler les questions en interne pour redonner de la sérénité aux militants, de la crédibilité aux adhérents et aux salariés en général, actifs ou retraités. Notons d'ailleurs que les attaques portées contre notre Secrétaire général n'ont eu qu'une incidence limitée sur les résultats des récentes élections professionnelles : les électeurs ont su distinguer, avec lucidité, les erreurs d'un très petit nombre de responsables et le travail essentiel et indispensable du plus grand nombre.

Les médias, si prompts à relayer toute information négative concernant la CGT, sont bien silencieux quand il s'agit de rapporter les grèves générales, les manifestations monstres, dans les pays qui vivent aujourd'hui, Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Irlande, Belgique,... ce que nous vivons demain si nous continuons à laisser faire.

ALORS, AVEC NOTRE BELLE ET GRANDE CGT, À NOUVEAU REVENDICATIVE, COMME NOS CAMARADES ÉTRANGERS, SOYONS DANS LA LUTTE.



* salaire socialisé : voir en page 3

Sommaire

1. L'édito
2. L'Action
3. L'Information
4. L'orga, le Point/La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 0155826888- Fax. 0155826915
<http://www.fnic.cgt.fr> - E-mail : fnic@cgt.fr
Mensuel- 1,06 €
Directeur de publication : Lionel KRAWCZYK
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0119 S 08416

NOMBREUSES ACTIONS, PEU MÉDIATISÉES BIEN SÛR, DANS DIVERS SECTEURS ET INDUSTRIES...

AINSI, LE 9 DÉCEMBRE DANS LE VAUCLUSE

(voir notre numéro 49), malgré un fort mistral, 350 salariés (dont des retraités) ont répondu à l'appel de l'UD et de son collectif « emploi industriel » pour la défense et la promotion de l'emploi industriel en Vaucluse. Ce collectif a travaillé durant un an pour organiser cette journée d'action et revendiquer devant la préfecture, auprès du patronat et du gouvernement, une véritable politique industrielle.



Durant plus d'une semaine, **GRÈVE POUR LES SALAIRES ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL CHEZ SE-NEXI** (ex Roche) à Fontenay-sous-Bois (94), fabricant de médicaments en sous-traitance. Une partie de leurs revendications a été satisfaite (salaires).

LE 15 NOVEMBRE, MANIFESTATION DU COLLECTIF 3A CONTRE L'AUSTÉRITÉ :

100 000, dans de nombreuses villes, ce n'était pas ridicule, mais sûrement pas à la hauteur des besoins, des voix à faire entendre, des revendications de centaines de milliers, de millions de travailleurs, de retraités, privés d'emploi, jeunes, précaires, ... qui expriment leur mécontentement, leur désarroi, mais qui ne se déplacent pas, même un samedi ! Qu'attendent-ils ? De ne plus avoir le droit de le faire ? Bien sûr on n'en est pas là. Pour le moment.... Mais qui peut croire que, si demain, le Front National est à la tête du pays, la situation des salariés s'améliorera. Il n'y a qu'à se souvenir des attaques de Marine Le Pen contre les grévistes et à voir les politiques menées par les nouveaux maires FN dans leurs municipalités...

GRÈVE À LA PLATEFORME DE RAFFINAGE ET PÉTROCHIMIE DE GRAVENCHON (76) LE 11 DÉCEMBRE ET DURANT 4 JOURS,

pour répondre à la direction d'ExxonMobil qui s'obstine à vouloir démonter les statuts, les conditions de travail et les salaires. Exxon Mobil est une multinationale richissime, qui a largement les moyens de satisfaire les demandes raisonnables des salariés.

LA MENACE SE PRÉCISE !

Les fonds manqueraient dans les caisses ARRCO et AGIRC et les seules alternatives envisagées par la Cour des Comptes (qui outrepassa ses prérogatives) sont de diminuer les pensions servies aux retraités et augmenter les cotisations pour les actifs. Certaines organisations syndicales n'y seraient pas opposées... Plutôt que de s'attaquer aux vraies raisons du manque de fonds que sont le chômage, la non-socialisation de certaines rémunérations, on préfère prendre, encore une fois, les retraités pour cible et on tente de les faire passer pour des privilégiés aux yeux d'une population déstabilisée par la précarité et l'inquiétude du lendemain !

Pourtant, un sondage tord le cou aux idées largement répandues dans les médias et véhiculées par certains politiques :

77 % des retraités pensent qu'ils ne sont pas des privilégiés.

79 % des non-retraités sont de la même opinion !

Ce sondage ne fait que renforcer la volonté de l'Union Fédérale des Retraités de la FNIC de défendre l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale et de revenir, dans ce domaine, qui englobe la retraite, aux ordonnances de 1945 et au programme du Conseil National de la Résistance, la sortir enfin de la financiarisation dans laquelle on veut l'entraîner.

LE SALAIRE SOCIALISÉ

On entend parler, patronat et Gouvernement, relayés par les médias bienveillants, des « charges patronales » trop lourdes, cause du manque de compétitivité de notre industrie. D'où les revendications du Medef contre le SMIC, la baisse des salaires, etc., et l'empressement gouvernemental à y répondre avec des subventions (220 milliards d'euros) sans aucune contrepartie ni aucun contrôle. **Les patrons doivent 30 milliards à la Sécu**, plus que son déficit mais on ne les leur réclame pas, le Gouvernement décide d'économies sur la protection sociale dans son ensemble.

Pourtant, rappelons-nous, la protection sociale et les conventions collectives ont été mises en place entre 1946 et 1952, instituant ce qui est appelé le salaire socialisé, cela à un moment où **la France était ravagée par la guerre** et l'occupation allemande, ses pillages, les destructions massives. Aujourd'hui encore les économistes sont étonnés de la rapidité avec laquelle le pays s'est reconstruit. Et pas question, pour les patrons, de se plaindre de « charges » trop élevées et des coûts salariaux, leur **collaboration** avec les nazis et particulièrement dans la Chimie (Francolor, Air Liquide, L'Oréal, Coty...) ne le leur permettait pas...

Ce salaire socialisé imposait deux choses :

- La première était, est toujours malgré les attaques, le paiement, par les salaires, de la protection sociale (retraite, sécurité sociale, famille). **Ce sont les salaires qui financent la protection sociale**, fini la charité, les « bonnes œuvres », l'assurance payante individuelle pour la santé ou la vieillesse. Et le principe de la répartition permet à chacun d'être pris en charge en fonction de ses besoins et non de ses ressources. De plus, ce système exprime la **solidarité** entre les salariés : malades/bien portants, retraités/actifs, etc. Rappelons aussi qu'à cette époque le seul moyen

pour recouvrer les cotisations sociales c'était les services patronaux. On était payé à la semaine ou la quinzaine, en liquide bien souvent. Pas ou peu de comptes en banque donc pas de RIB, la solution administrative la plus simple était que les patrons versent les cotisations sociales trimestriellement aux URSSAF.

- La deuxième a été la mise en place, au début des années 50, des conventions collectives, des qualifications, donc des **grilles de classifications** et des salaires afférents. La marge de manœuvre patronale contre les salariés était limitée, les employeurs étaient obligés de payer le salaire, quel que soit le travail effectué, à la valeur du coefficient et dans ce salaire il payait la protection sociale. Tout cela allait à l'encontre des intérêts de classe, économiques et politiques, des patrons.

Ils ont donc tout mis en œuvre pour casser ce système. En 2006, Denis Kessler, n° 2 du MEDEF, directeur général d'Axa, déclarait « le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance, un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer et le Gouvernement s'y emploie. Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde »... (pour lire la déclaration dans sa totalité, voir sur le site de la FNIC, le document sur le 100^{ème} anniversaire de la Fédération, panneaux de l'exposition commentés).

Patronat et Gouvernement, quelle que soit son étiquette politique, se sont mis à la tâche, avec ardeur, pour réaliser le rêve de Kessler et du CNPF avec une campagne de propagande mensongère, tronquée, rarement vue.

A nous de ne pas y adhérer, d'expliquer encore et encore pour mobiliser et empêcher les mauvais coups.



L'UFR FNIC SOUHAITE UNE BONNE ET HEUREUSE

ANNÉE 2015 À TOUTES ET TOUS !

QU'ELLE SOIT COMPOSÉE POUR L'ESSENTIEL

DE FRATERNITÉ ET DE CONVIVIALITÉ

MAIS SURTOUT QUE LA LUTTE CONTINUE !



• L'Agenda

LE 3 FÉVRIER 2015 : LANCEMENT DE L'OPÉRATION « 120 ANS DE LA CGT »

LE 4 FÉVRIER 2015 : RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL DE L'UFR

4, 5 ET 6 MARS 2015 : CONFÉRENCE NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA PLASTURGIE

14, 15 ET 16 JUIN 2015 : COLLOQUE INTERNATIONAL PÉTROLE/PÉTROCHIMIE

8 SEPTEMBRE 2015 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE FÉDÉRALE

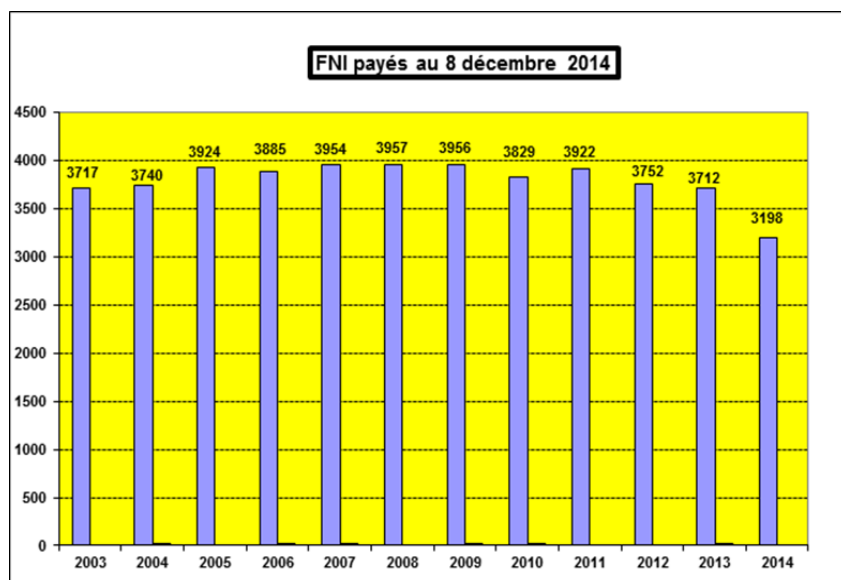
l'Orga - le point

● Les FNI et timbres 2015 sont arrivés dans les fédérations avec un certain retard et ils vont être acheminés le plus rapidement possible.

A NOTER TOUTEFOIS qu'aucun matériel 2015 ne sera envoyé aux bases n'ayant pas payé de cotisations 2013, jusqu'au règlement du retard.

=====

● **AU 10 DÉCEMBRE 2013, NOUS ENREGISTRONS 3375 FNI, CONTRE 3198 EN 2014**, malgré le travail de relance effectué par les camarades du Conseil national. Il nous faut constater que trop de trésoriers ont pris la mauvaise habitude de ne régler FNI et timbres de leurs sections qu'en fin d'année : pour certains, ils disent vouloir attendre d'avoir engrangé toutes les cotisations. Cette habitude est malheureusement partagée par des actifs. Rappelons que les cotisations constituent une part essentielle du financement des activités de la Fédération et qu'il est n'est pas possible de fonctionner durant 12 mois avec des rentrées financières en décembre, voire janvier de l'année suivante !



La vie des sections

CARLING, UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE MOBILISATION ET DE CONVIVIALITÉ

Sur la centaine de syndiqués retraités que comprend la section de CARLING, quarante ont participé à l'AG du 17 décembre.

L'analyse de l'affaire LEPAON, s'est traduite par le constat qu'il s'agit avant tout d'un problème politique dans la CGT, qui se traduit par un flou dans les orientations, un dysfonctionnement dans l'organisation et une ligne de conduite à géométrie variable.

Il est urgent de revenir rapidement à une CGT unie qui retrouve son originalité et défende ses valeurs traditionnelles.

Tout à fait justifiées, les critiques qui ont été portées envers le Gouvernement, puisqu'il continue à abaisser considérablement le pouvoir d'achat des retraités et qu'il refuse le retrait du « pacte de responsabilité » qui ne fait qu'engendrer d'autres difficultés. Avec l'aide des déclarations du nouveau prix Nobel d'économie (bizarrement attribué à un Français), ainsi qu'avec celles de la Cour des Comptes, le Gouvernement travaille sans le dire à une déréglementation sociale sans précédent.

Les Camarades de CARLING sont conscients que la lutte est de plus en plus inévitable et indispensable

pour préserver nos intérêts et ce qui reste encore du programme du Conseil National de la Résistance.

Les nombreuses luttes constatées ces dernières semaines, dans quasiment tous les grands pays européens, apportent un soutien moral évident. Malheureusement, la CES ne joue pas son rôle fédérateur de coordination de ces luttes européennes. Ce qui confirme, ce que nous pensions depuis longtemps, que la CES est bien à la botte de la Commission Européenne.

L'annonce de l'adhésion de la FNIC à la FSM, a été accueillie avec satisfaction et a amené, pour les anciens que nous sommes, à une grande discussion pleine d'émotion sur les souvenirs où nous mentionnions fièrement en haut de nos tracts d'alors : « CGT – FSM »

Après un débat sur la situation des maladies professionnelles et l'avancement des actions en justice, un apéritif « intergénérationnel » a été le bienvenu.

Pour ceux qui se posent la question, pourquoi « intergénérationnel », c'est parce que nous avons partagé les tâches, c'est-à-dire que pendant que les anciens prenaient l'apéro, les jeunes actifs organisaient le repas (à chacun son boulot), ce qui commence à devenir une tradition à Carling maintenant.....**ET TOUT ÇA DANS UNE GRANDE FRATERNITÉ.**